

Acte certifié exécutoire

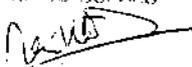
Réception par le préfet : 26/01/2012

Publication : 24/02/2012

Pour l'"Autorité Compétente"  
par délégation

Le Chef de Service

Direction de l'Autonomie  
Service Tarification  
des Établissements Sociaux

  
Nathalie MAULOT

2012 00073 Colmar, le

ARRETE

DA du 23 JAN. 2012

**portant notification de la décision d'autorisation budgétaire pour l'exercice 2012  
concernant l'Association Pour l'Accompagnement et le Maintien A Domicile (APAMAD)**

- VU** le Code de l'Action Sociale et des Familles, et notamment les articles L 113-1, L 231-1, R 231-2, L 314-1 et suivants, R 314-1 à R 314-117 relatifs à la tarification et aux dispositions financières applicables aux établissements et services sociaux et médico-sociaux soumis à autorisation et R 314-130 à R 314-136 relatifs aux dispositions propres aux services d'aide à domicile et les articles L 351-1 à L 351-8 et R 351-1 à R 351-41 relatifs au contentieux de la tarification sanitaire et sociale ;
- VU** l'arrêté n° 2004-577 PSOL du 21 décembre 2004 portant autorisation de création d'un service prestataire d'aide à domicile pour personnes âgées à MULHOUSE au nom de l'Association Haut-Rhinoise d'Aide aux Personnes Agées ;
- VU** l'arrêté 2007-613 DSOL en date du 9 août 2007 portant autorisation de création d'un service prestataire d'aide et d'accompagnement à domicile pour personnes adultes handicapées par l'Association Haut-Rhinoise d'Aide aux Personnes Agées à MULHOUSE ;
- VU** l'arrêté 2008-726 DSOL du 30 décembre 2008 portant autorisation de transfert d'autorisation du service d'aide à domicile géré par l'Association Haut-Rhinoise d'Aide aux Personnes Agées (APA68) vers l'Association Pour l'Accompagnement et le Maintien à Domicile (APAMAD) ;
- VU** l'arrêté 2011-285 DSOL du 6 juillet 2011 portant modification du périmètre d'intervention du service prestataire d'aide à domicile géré par l'APAMAD à MULHOUSE ;
- VU** le Règlement Départemental d'Aide Sociale ;
- VU** les propositions budgétaires formulées par l'APAMAD ;
- VU** le rapport CG-2011-5-4-2 approuvé en séance du 7 décembre 2011 fixant l'objectif d'évolution des dépenses des établissements et services sociaux et médico-sociaux pour l'année 2012 ;
- SUR** proposition du Directeur Général des Services du Département ;

## **ARRETE**

### **ARTICLE 1<sup>er</sup> :**

Pour l'exercice budgétaire 2012, les dépenses et les recettes prévisionnelles concernant l'Association Pour l'Accompagnement et le Maintien A Domicile (APAMAD) sont autorisées comme suit :

#### **DEPENSES**

Groupe I – Dépenses afférentes à l'exploitation courante	2 254 640 €
Groupe II – Dépenses afférentes au personnel	28 264 620 €
Groupe III – Dépenses afférentes à la structure	2 612 220 €
Reprise de déficit intégré au budget	80 954 €
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>33 212 434 €</b>

#### **RECETTES**

Groupe I – Produits de la tarification	32 785 984 €
Groupe II – Autres produits relatifs à l'exploitation	183 591 €
Groupe III – Produits financiers et produits non encaissables	242 859 €
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>33 212 434 €</b>

### **ARTICLE 2 :**

Pour l'exercice budgétaire 2012, les dépenses et les recettes prévisionnelles concernant le service de garde itinérante de nuit « le FANAL » sont autorisées comme suit :

#### **DEPENSES**

Groupe I – Dépenses afférentes à l'exploitation courante	48 884 €
Groupe II – Dépenses afférentes au personnel	632 421 €
Groupe III – Dépenses afférentes à la structure	105 805 €
<b>TOTAL DES DEPENSES</b>	<b>787 110 €</b>

## **RECETTES**

Groupe I – Produits de la tarification	776 307 €
Groupe II – Autres produits relatifs à l'exploitation	10 000 €
Groupe III – Produits financiers et produits non encaissables	803 €
<b>TOTAL DES RECETTES</b>	<b>787 110 €</b>

### **ARTICLE 3 :**

La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Interrégional de la Tarification Sanitaire et Sociale de NANCY dans le délai d'un mois à compter de sa publication ou, pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée, de sa notification.

La présente décision peut également faire l'objet d'un recours gracieux auprès de Monsieur le Président du Conseil Général dans un délai d'un mois à compter de sa notification pour les personnes et organismes auxquels elle est notifiée ou de sa publication pour les autres personnes.

### **ARTICLE 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services du Département et Monsieur le Directeur Général Adjoint sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié au Président de l'Association et publié dans le Bulletin d'Information Officiel du Département.

LE PRESIDENT

Pour le Président et par délégation  
Le Directeur Général Adjoint

Michel CHOCHOY